

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 05 juin au 11 juin 2025

Le chancelier allemand Friedrich Merz s'est rendu la semaine dernière à la Maison Blanche pour sa première visite à Donald Trump. Après une conférence de presse commune avec le président américain à la Maison Blanche, les délégations ont discuté à huis clos lors d'un déjeuner de travail commun. Merz a ensuite rencontré des membres du Congrès américain. Sur le fond, les discussions ont notamment porté sur les sanctions contre la Russie et la politique douanière. À la suite de ces rendez-vous politiques, Merz s'est également exprimé lors d'interviews télévisées sur les deux chaînes CNN et Fox News. À l'issue de son voyage, Merz a souligné la bonne ambiance de la rencontre. Il repart avec le sentiment qu'une base a été posée « pour de très bonnes discussions personnelles, mais aussi politiques ».

L'Office fédéral de la protection de la Constitution a présenté son rapport pour 2024 le mardi 10 juin. Selon ce rapport, le nombre d'extrémistes et de groupes violents anticonstitutionnels en Allemagne a de nouveau augmenté l'année dernière - cela vaut aussi bien pour l'extrémisme de droite que pour l'extrémisme de gauche et l'islamisme. « L'ordre constitutionnel de l'Allemagne est exposé à des attaques presque quotidiennes », a déclaré le ministre fédéral de l'Intérieur Alexander Dobrindt (CSU) lors de la présentation du rapport. Il s'agit notamment de sabotage et d'espionnage, de désinformation ainsi que d'actes de violence et de menaces. Selon ce rapport, le potentiel dans le domaine de l'extrémisme de droite et du terrorisme d'extrême droite a augmenté de près de 10.000 personnes entre fin 2023 et fin 2024 - de 40.000 à 50.000 personnes. Plus de 15.000 extrémistes de droite sont classés par le *Verfassungsschutz* comme étant potentiellement violents.

Lors d'une attaque au couteau samedi, 7 juin, à Munich, la police a abattu l'auteure, âgée de 30 ans. La femme avait auparavant attaqué deux personnes et les avait légèrement blessées avec un couteau. Selon la police, la trentenaire a été transportée en réanimation à l'hôpital où elle a été opérée d'urgence avant de décéder. Les blessés sont un homme de 56 ans et une femme de 25 ans. Selon un porte-parole de la police, rien n'indique pour l'instant que l'auteur présumé et les victimes se connaissaient. Le dimanche, 8 juin, la police a indiqué que la femme s'était déjà fait remarquer le soir du crime et qu'elle avait déjà eu des contacts avec la police à cette occasion. Le ministre bavarois de l'Intérieur Joachim Herrmann (CSU) a exprimé ses regrets après le tir mortel de la police. « Je tiens à remercier la police munichoise d'être intervenue rapidement et d'avoir stoppé l'agresseur au couteau. Sa mort est regrettable, mais elle était malheureusement inévitable », a déclaré le politicien.

Le groupe parlementaire de la CDU/CSU a rejeté une proposition du SPD visant à augmenter les cotisations d'assurance maladie pour les personnes dont le revenu est élevé. Christos Pantazis, expert en santé publique du SPD, avait plaidé pour une augmentation du plafond des cotisations (actuellement fixé à 5 512,50 euros) d'environ 2 500 euros, afin de le porter au niveau du plafond de l'assurance retraite. Albert Stegemann (CDU), chef adjoint du groupe parlementaire de l'Union CDU/CSU en charge de la politique de santé, a justifié ce rejet par les propos suivants : « Cela rend le travail et les performances inutilement coûteux et nuit à l'Allemagne en tant que

site d'implantation économique. » Selon l'Office fédéral des statistiques, près de 30 % des salariés à temps plein ont un revenu annuel brut égal ou supérieur au plafond des cotisations et seraient donc concernés par une augmentation.

Le ministre allemand de l'Intérieur Alexander Dobrindt (CSU) souhaite suspendre le regroupement familial pour les réfugiés bénéficiant d'un statut de protection limité. Jusqu'à présent, la loi autorisait le regroupement familial pour les parents de mineurs, les conjoints et les enfants mineurs. Le nouveau projet de loi prévoit toutefois de suspendre ce mécanisme pendant deux ans. Des exceptions ne sont prévues que dans des cas de rigueur. Dobrindt justifie cette mesure par la nécessité de réduire le nombre de demandeurs d'asile, considérant le regroupement familial comme un facteur d'attraction. Il a également déclaré que la « turbo-naturalisation » devait être abolie, que la liste des pays d'origine sûrs devait être élargie et que les contrôles aux frontières devaient être maintenus. Dobrindt s'est également prononcé en faveur de centres d'asile aux frontières extérieures de l'UE. Alors qu'ils étaient encore 329.120 en 2023, ce chiffre est tombé à 229.751 l'année dernière. Au cours des cinq premiers mois de cette année, le nombre de demandeurs d'asile a encore diminué.

Le nombre de naturalisations en Allemagne a atteint un record de 291.955 l'an dernier. Ces chiffres ont été publiés par l'Office fédéral de la statistique à Wiesbaden sur la base de résultats provisoires. Jamais depuis l'introduction des statistiques en 2000, le nombre de naturalisations n'avait été aussi élevé. Le nombre de naturalisations a notamment augmenté de 46 % par rapport à l'année précédente. Selon l'Office fédéral, cette hausse est notamment due aux changements juridiques entrés en vigueur en juin 2024 avec la loi sur la modernisation du droit de la nationalité. Selon cette loi, il est possible de conserver sa nationalité d'origine. De plus, cinq années de séjour en Allemagne suffisent désormais comme condition, au lieu de huit auparavant, et trois ans peuvent être obtenus en présentant une performance scolaire ou professionnelle. Plus d'une personne naturalisée sur quatre (28 %) était de nationalité syrienne. Arrivaient ensuite, loin derrière, les personnes de nationalité turque (8 %), irakienne (5 %), russe (4 %) et afghane (3 %). Parmi les cinq nationalités les plus représentées, c'est le nombre de naturalisations de Russes qui a le plus augmenté en pourcentage, avec une hausse de 551 %, pour atteindre 12.980 personnes.

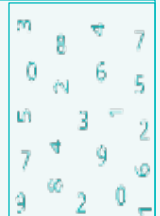
PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Henning Otte (CDU), le nouveau commissaire à la défense au Bundestag, se prononce pour la réintroduction du service militaire obligatoire en Allemagne, bien que le gouvernement fédéral mise sur le volontariat. Otte souhaite remettre le sujet à l'ordre du jour cette année encore et demande déjà d'y réfléchir. D'un point de vue juridique, le service militaire obligatoire est toujours en vigueur en Allemagne, mais il a été suspendu en juillet 2011, entraînant la suppression de fait du service militaire et du service civil. Ces propositions se heurtent toutefois à l'opposition de Matthias Miersch, chef du groupe parlementaire du SPD, qui précise que l'accord de coalition met l'accent sur le volontariat et s'oppose donc à un retour au service militaire obligatoire.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5,4 %



Le jeudi 5 juin, le Bundestag allemand a approuvé une hausse de **5,4 %** des indemnités de ses députés. Cette mesure portera l'indemnité à plus de 11 800 euros dès le 1^{er} juillet 2025. Cette procédure d'adaptation des indemnités est régie par la loi sur les députés, qui prévoit une revalorisation annuelle des indemnités mensuelles au 1^{er} juillet. Les députés doivent toutefois voter à nouveau sur cette procédure à chaque législature, et ce dans les trois premiers mois. Si ce vote n'a pas lieu dans les trois premiers mois, leur indemnité reste inchangée pendant toute la période, c'est-à-dire en général pendant quatre ans. L'évolution des salaires bruts est déterminante pour le montant de la majoration. L'année dernière, ceux-ci ont augmenté en moyenne de 5,4 % (après déduction de l'inflation, les salaires réels n'ont tout de même augmenté que de 3,1 % l'année dernière), ce qui explique que les indemnités augmentent en conséquence.